



**COMMUNIQUE DE PRESSE N°009/OLUCOME/4/2020 PORTANT SUR
L'APPEL DE L'ETAT DU BURUNDI DE LAISSER ENTRER LES CAMIONS
TRANSPORTANT LES MARCHANDISES PENDANT CETTE DURE PERIODE DU
COVID-19**

« Le Gouvernement du Burundi devrait se soucier de la misère de sa population en respectant l'accord de l' East African Community (EAC) sur la circulation des biens surtout laisser entrer les camions transportant les marchandises venant ou transitant au Rwanda. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est profondément touché par le comportement du Gouvernement du Burundi en ce qui concerne la mauvaise gestion de la crise due à la pandémie de COVID-19. La mesure visant à bloquer l'entrée des camions transportant les marchandises en provenance ou transitant au Rwanda est inopportune et insensée dans cette dure période. Elle vient ajouter le drame au drame pour les près de 12 millions des burundais qui ne voient pas encore l'issue de cette crise sanitaire mondiale.

2. Selon les informations à la disposition de l'OLUCOME, le Burundi a décidé d'interdire l'entrée sur son territoire des camions qui transportent des marchandises en provenance ou en transitant au Rwanda. A son tour, le Rwanda a activé le principe de réciprocité en bloquant tous les camions passant par le Rwanda vers le Burundi arguant qu'il ne peut pas les laisser continuer la route alors qu'ils ne seront pas autorisés à entrer dans le pays de destination. Il aurait déjà eu plus de 21 camions bloqués au niveau des différentes frontières Rwando-Ougandaises et Rwando -Burundaises.

3. Au cours de la réunion en vidéo-conférence en date du 25 mars 2020 des ministres de la Santé ainsi que ceux en charge des Affaires de la Communauté Est-africaine, la circulation des biens a été maintenue tout en déplorant actuellement l'impossibilité de la circulation des personnes.

4. En son article 89 du traité pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est tel que signé par le Burundi, ce dernier s'est engagé «..... à promouvoir ainsi une plus grande liberté de circulation des personnes, des biens et des services au sein de la Communauté ». En cette période de la pandémie de COVID-19 où le Burundi est parmi les pays infectés qui compte déjà 3 cas des personnes testées positives de COVID-19, son économie déjà moribonde est mise en cause. Le non-respect de la mesure de circulation des biens vient enfoncer le clou dans la plaie chez le peuple burundais déjà pauvre. Rappelons que tous les indicateurs économiques du Burundi sont au rouge

lp

car il est parmi les 4 pays les plus pauvres au monde avec un PIB par habitant de moins d'1\$ par jour , un taux de croissance économique presque nulle , un taux de pauvreté de plus de 72% , un taux de chômage de 65% ,un surendettement intérieur de plus de 2753 milliards de francs burundais, la balance commerciale trop déséquilibrée ,..... . Avec cette situation économique explosive dans notre pays nos serviteurs présumés devraient réfléchir mille fois dans les mesures qui sont prises en matière commerciale, économique, sanitaire et sociale.

□ Face à cette situation, l'OLUCOME recommande au Gouvernement du Burundi de :

- Se soucier de sa population pauvre en laissant entrer les camions transportant les marchandises en provenance de tous les pays de l'EAC;
- Anticiper en constituant un stock de marchandises et un fond pouvant servir à contrer la crise due à la pandémie de COVID-19 ;
- Constituer une synergie avec les pays de l'EAC pour endiguer la maladie

Fait à Bujumbura, le 06 / 04 / 2020

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

